



Margot Lyautey a soutenu le 8 décembre sa thèse en histoire intitulée : « Apprendre de l'occupant ? Modernisation de l'agriculture française entre 1940 et 1944 : acteurs, influences, potentialités ». Cette thèse en cotutelle entre l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et la Eberhard-Karls-Universität Tübingen a été préparée sous la direction de Christophe Bonneuil et de Johannes Großmann.

L'objectif de la thèse est d'interroger les évolutions de l'agriculture française pendant l'occupation allemande dans une perspective transnationale et d'histoire des sciences et des techniques. Elle répond à trois grands faisceaux de questions. D'une part elle explicite ce qu'a été la « politique agricole d'occupation », c'est-à-dire les projets et les réalisations de la puissance occupante en matière agricole en France. Ensuite, la thèse interroge le rôle de la Seconde Guerre mondiale dans ce que l'historiographie a qualifié de « modernisation agricole » française (qui débute classiquement plutôt après 1945). La guerre est-elle une simple parenthèse ou bien instaure-t-elle de nouveaux paradigmes techniques qui persistent ? Il s'est aussi agi de penser les effets, potentiellement durables, de l'Occupation et donc de la présence nazie en France, une question qui dérange. Enfin, la thèse analyse le rôle des experts, des scientifiques et plus largement les utilisations des sciences agronomiques durant la période considérée. Qui sont les architectes de cette « politique agricole d'occupation » ? Peut-on identifier des circulations de savoirs, de techniques agricoles, de personnalités scientifiques entre les deux pays ?

Pour répondre à ces questionnements, la thèse s'articule en trois parties et six chapitres, organisés selon une logique thématique et spatiale autour d'études de cas. Au niveau méthodologique, elle s'appuie sur le concept d'histoire croisée proposé par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann.

La première partie expose les piliers de la « politique agricole d'occupation », dont l'objectif principal est l'exploitation optimale des sols français. Pour les dirigeants nazis, l'agriculture française est dépassée doit être modernisée pour produire plus à destination des autres pays européens, dans le cadre d'une Großraumwirtschaft sous hégémonie allemande. Mais l'examen de données quantitatives au chapitre un montre une réalité plus nuancée où le soi-disant « retard français » tient plutôt du mythe. Les tensions entre les administrations allemandes concernées par l'agriculture (Commandement militaire allemand en France – MBF, Commission allemande d'armistice, Plan de quatre ans, SS) sont manifestes. Mais à bien y regarder, ces institutions s'accordent sur la nécessité d'exploiter au maximum l'agriculture française pour les besoins de l'Allemagne et parviennent à mettre la main sur 10 % à 15 % de la production agricole française.

Le chapitre deux est une analyse micro-historique de la section agriculture du MBF. Cette unité, réunissant des experts agricoles allemands, négocie de manière quotidienne avec le ministère de l'Agriculture français. Les comptes rendus de ces « entretiens du Majestic », du nom de l'hôtel où ils ont lieu, laissent transparaître les stratégies de négociations adoptées par les deux parties ainsi que les principaux moyens d'exécution déployés par l'occupant tels que le contrôle législatif, la politique des prix, le plan de culture ou la nomination de fonctionnaires.

La deuxième partie aborde l'Occupation dans sa dimension locale. Dans le chapitre trois, qui porte sur la société d'exploitation agricole allemande Ostland, cette dernière apparaît d'une part comme une vitrine montrant les méthodes agricoles national-socialistes, à destination des dirigeants et des paysans français. L'Ostland joue également le rôle d'un laboratoire pour les experts du MBF qui peuvent tester sur un territoire réduit la mise en place de certaines méthodes. Enfin L'Ostland est aussi pensée comme une école de formation pour une nouvelle élite d'agriculteurs allemands.

Le chapitre quatre s'intéresse aux centaines d'experts agricoles allemands stationnés en France et notamment aux *Landwirtschaftsführer*. Ces techniciens sont chargés non seulement de contrôler mais aussi de former les paysans français aux méthodes « modernes ». La focale sur ces échelons révèle les tentatives de certains d'entre eux d'adapter les mesures du MBF aux conditions locales. Elle montre aussi leurs marges de manœuvre réduites, puisqu'ils rencontrent de manière quotidienne des difficultés matérielles, linguistiques et psychologiques.

La troisième partie est dédiée à des études de cas plus techniques. Le chapitre cinq porte sur les prescriptions en matière d'utilisation des sols. Il s'agit d'une part de connaître ces sols agricoles à travers une vaste campagne d'analyse chimique, afin de mieux mobiliser les soi-disant réserves « dormantes » dans les sols. D'autre part il s'agit d'implanter de nouvelles cultures en France tels que les oléagineux et le kok-saghyz (un ersatz du caoutchouc). Enfin, les techniciens du MBF sont surpris par la faible industrialisation de la filière-lait française et tentent d'intensifier la production.

Le chapitre six analyse le développement des traitements insecticides en France à l'aune du doryphore de la pomme de terre. Durant l'Occupation, les autorités allemandes exigent la création d'une administration pour la protection des cultures suivant le modèle allemand, ce qui aboutit à la création du Service de la Protection des Végétaux en 1941. Cela dit, les exigences de l'occupant coïncident avec les idées défendues par des scientifiques français depuis les années 1930. L'Occupation apparaît ici comme un moment propice aux transferts de connaissances scientifiques, d'hommes et de pratiques administratives, même si sous contraintes.

---